

«Les jeunes chercheurs sont soumis à une pression insupportable»

(Tribune de Genève, 21 octobre - Théo Allegrezza)

Une pétition a été lancée pour «mettre fin à la précarité dans les hautes écoles suisses». Pour Valeria Wagner, maître d'enseignement à l'UNIGE, la solution passe par davantage de contrats à durée indéterminée.

C'est une démarche inédite: un regroupement à l'échelle nationale de plusieurs associations de collaborateurs du monde universitaire. Ensemble, elles [ont lancé une pétition](#) pour «mettre fin à la précarité dans les hautes écoles suisses». Adressée au parlement fédéral, elle a réuni 4000 signatures en quelques semaines. Valeria Wagner est maîtresse d'enseignement et de recherche en études hispaniques et littérature comparée à l'Université de Genève (UNIGE). Ce poste fixe, elle l'aura obtenu dix ans après la fin de son doctorat. Membre de l'ACIL, l'Association du corps intermédiaire des Lettres de l'UNIGE, signataire de la pétition, elle demande la création de davantage de contrats à durée indéterminée.

En quoi la situation est-elle problématique dans le monde universitaire?

Aujourd'hui, l'UNIGE et toutes les hautes écoles de Suisse sont organisées d'après une structure pyramidale. Le haut bénéficie de contrats permanents, tandis que la base, qui représente près de 80% du personnel académique et effectue pourtant la majeure partie du travail en termes de recherche et d'enseignement, est engagée avec des contrats précaires de chercheurs, d'assistants, de chargés de cours ou de chargés d'enseignement à temps partiel.

Quelles en sont les conséquences?

Ce que je constate, c'est que les jeunes chercheurs sont soumis à une pression insupportable, qui repose sur la croyance que la concurrence améliore la qualité de la recherche. Comme ils doivent régulièrement chercher un nouveau contrat, il existe une compétition féroce qui les rend très malheureux. Certains collaborateurs n'ont qu'un 20% ou des 30% et doivent trouver un petit boulot pour vivre. Ils se raccrochent à l'infime espoir d'obtenir un poste fixe, mais ces années d'incertitudes les empêchent de se consacrer de manière intelligente à leur recherche. La pression les pousse souvent à choisir un projet en fonction de leur carrière, plutôt que d'après son intérêt ou son originalité. Sur le plan personnel, beaucoup repoussent par exemple le moment d'avoir des enfants, faute de stabilité.

Que demandez-vous?

Les hautes écoles se reposent sur une masse salariale précaire, qu'elles peuvent modeler en fonction des coupes budgétaires. Nous souhaiterions que davantage de postes intermédiaires à durée indéterminée soient créés. Bien sûr, nous faisons partie d'un système global, mais il existe des pays, comme la Suède, qui sont parvenus à aplanir cette pyramide et à améliorer la condition de leurs chercheurs. La Suisse doit peut-être se demander si elle ne forme pas trop de doctorants. Les différents acteurs – les rectorats, mais aussi le Conseil fédéral, les Cantons et le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) – doivent cesser de se renvoyer la balle et étudier toutes les possibilités avec des représentants du corps intermédiaire. Il y a urgence.